

LE TEMPS

Katleya Gestion: la crise énergétique mondiale va sûrement éroder le soutien aux critères ESG

INVESTISSEMENT DURABLE

Quel sera l'impact de la crise énergétique mondiale sur les investissements qui suivent les critères ESG? Comment le secteur financier peut-il jouer un rôle plus important dans la transition vers un avenir plus durable?

Didier Maurin, directeur général de l'entreprise de conseil financier Katleya Gestion, en discute avec Kasmira Jefford, rédactrice en chef de Geneva Solutions.



Didier Maurin, le PDG de l'entreprise de conseil financier Katleya Gestion basée à Genève, (à droite), avec Kasmira Jefford, rédactrice en chef de Geneva Solutions (à gauche). — © Le Temps – 20.07.2022

Le changement climatique influence de plus en plus les décisions d'investissement. Face à la prise de conscience des risques posés par le réchauffement, les gestionnaires financiers sont de plus en plus pressés de s'adapter à cette nouvelle réalité et de rendre leurs portefeuilles plus écologiques.

De plus, avec la gestion de milliards de dollars, le secteur financier, comme d'autres industries, joue un rôle clé dans la réalisation des objectifs de réduction des émissions mondiales et dans l'entrave du réchauffement climatique.

Mais avec l'apparition de nombreuses nouvelles crises, telles que la hausse des prix des matières premières, la sécurité alimentaire et l'impact de la guerre en Ukraine, la négligence des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) est un risque. «Il est évidemment beaucoup plus facile de prendre soin de la nature et de l'environnement lorsque le PIB est très bon et lorsqu'un pays crée beaucoup de richesses», prévient Didier Maurin, président de Katleya Gestion, société de conseil financier basée à Genève.

Didier Maurin s'est entretenu avec la rédactrice en chef de Geneva Solutions, Kasmira Jefford, à propos des perspectives d'investissement mondiales actuelles et du rôle du secteur financier dans l'accélération d'une transition vers une économie à faible émission. (L'entretien ci-dessous est une version éditée de la transcription originale).



Kasmira Jefford, rédactrice en chef, Geneva Solutions: Concrètement, que peuvent faire les experts financiers pour lutter contre le changement climatique ?

Didier Maurin, PDG, Katleya Gestion:

Evidemment, le réchauffement climatique impacte les investissements. Un des domaines touchés est, par exemple, le secteur des vignobles. Les vignerons ou les producteurs sont obligés de choisir de nouvelles variétés de raisins à cause du réchauffement climatique. En tant qu'expert financier, ce n'est pas notre rôle de choisir ces nouvelles variétés de raisins. C'est pourquoi ce travail est effectué par l'un de nos professionnels. Ce qui compte dans notre métier, c'est la notion d'éthique. Il est très important de respecter les critères ESG et de faire ce qu'il y a de mieux dans son entreprise pour l'environnement. Mais bien sûr, nous n'allons pas prendre la place de tous les professionnels qu'un dirigeant choisi pour élaborer ses entreprises dans le monde entier.

Mais avez-vous tout de même la responsabilité de faire pression sur les personnes qui prennent ces décisions ?

Je vois ce que vous voulez dire. Je dirais que nous sommes là bien plus pour sélectionner les professionnels que pour faire leur travail. Surtout s'ils sont experts dans le domaine de la vigne, de l'architecture ou des bâtiments intelligents. Nous conseillons à nos clients de posséder des propriétés dans le monde entier pour des raisons de sécurité. Je dirais donc qu'il faut choisir les professionnels et les suivre, mais pas faire leurs affaires. Evidemment, les professionnels doivent respecter les règles environnementales ou ESG et nous n'allons pas continuer à investir dans des entreprises qui polluent.

D'accord, donc vous choisissez des avoirs qui reflètent les valeurs de votre entreprise ou les critères ESG.

Oui, bien sûr, il y a deux considérations. Tout d'abord, nous voulons évidemment faire du profit. Les entreprises doivent être rentables et nous recherchons des gains en capital. Mais en même temps, ces entreprises doivent travailler correctement et elles doivent respecter l'éthique. C'est vrai pour l'environnement comme c'est vrai pour le marché du travail. Par exemple, à l'international, nous n'allons pas investir dans des entreprises qui ne respectent pas la démocratie. Si ces entreprises exploitent des enfants à l'autre bout de la terre, nous n'allons pas y investir. Donc, nous essayons toujours de faire correspondre la notion d'éthique avec la notion de profit. Les deux doivent aller de pair.

Pensez-vous qu'il soit encore possible d'investir de manière responsable et de réaliser ces rendements, surtout maintenant que nous entrons dans un marché en baisse ?

Je pense vraiment que c'est le cas, oui. Prenons une entreprise cotée en bourse qui pollue. Tôt ou tard, les médias et les politiciens vont lui occasionner des ennuis. Après un certain temps, si vous êtes un investisseur dans cette société, vous allez commencer à perdre de l'argent. Donc, les nouvelles règles dans le monde sont plus ou moins en faveur de l'environnement, en faveur de l'éthique et c'est une bonne chose. Pour moi, le capitalisme doit être éthique. C'est pourquoi je vous disais que nous sommes ici pour choisir et suivre des professionnels.

Nous vivons en ce moment une crise énergétique. S'agit-il d'une opportunité pour investir dans les énergies propres ? En d'autres termes, la situation actuelle entrave-t-elle ou favorise-t-elle la transition vers la durabilité ?

Absolument. Je suis convaincu qu'il y a un marché énorme avec de nouveaux types d'énergies. Nous allons utiliser le vent, les marées, le soleil, et toutes ces énergies naturelles de plus en plus. C'est déjà le cas aujourd'hui, mais cela le sera d'autant plus dans le futur. De nombreuses entreprises développent de nouvelles technologies dans ce domaine, et nous aimerions donc y investir. C'est la même chose avec la dépollution des sols. Nous investissons, par exemple, dans des entreprises qui s'occupent des sols des champs, surtout lorsqu'ils sont pollués. Evidemment, il ne faut pas non plus oublier toutes les entreprises qui investissent dans l'intelligence artificielle, dans les biotechnologies, etc. Le marché est déjà énorme, mais il va continuer à monter en flèche.

L'immobilier est l'un de vos principaux domaines d'investissement. Que pensez-vous de la durabilité de ce secteur ? Les gestionnaires de patrimoine s'assurent-ils que les investissements choisis sont responsables ?

Actuellement, l'avenir des marchés immobiliers tourne autour des bâtiments intelligents. Une fois encore, il faut respecter les règles ESG, même pour le marché immobilier. Mais de nouveau, je ne suis pas un architecte ou un maître d'œuvre, c'est aux experts de s'occuper de cela.

Lire aussi : « [L'avenir monétaire est entre les mains des multinationales](#) »

Mais lorsque vous choisissez les avoirs immobiliers dans lesquels investir ou que vous conseillez à vos clients d'investir, recherchez-vous activement des avoirs qui bénéficient de cette prime verte ?

Oui, c'est un facteur important, à prendre en compte. Mais ce n'est pas le seul. Par exemple, l'emplacement d'un bâtiment est également important. Le PIB du pays dans lequel il se trouve est-il suffisamment important pour représenter un potentiel de plus-value sur le prix du bâtiment même ? Quel sera le niveau des loyers, selon le prélèvement fiscal. Il ne faut jamais oublier la notion de profit. Mais cela reste un ensemble. Si vous voulez obtenir un niveau élevé de plus-values sur des propriétés par exemple, elles doivent respecter les règles. Il ne faut jamais construire sans respecter les lois en vigueur dans le pays.

Nous constatons que les bâtiments durables peuvent générer un taux d'occupation plus élevé avec des loyers plus élevés également. La transition vers l'énergie verte génère-t-elle une plus grande valeur dans l'immobilier ?

Oui, absolument. Nous voyons surtout cela en Occident, où les propriétés respectent l'environnement et de nombreuses règles. Lorsqu'ils sont bien situés, ces immeubles peuvent générer davantage de plus-values. Donc si demain, vous voulez vendre quelque chose à un prix élevé, il faudra, par exemple, que la copropriété soit bien construite, et qu'elle respecte toutes les règles, en particulier, les critères l'ESG.

Nous voyons également des rabais dans l'immobilier pour les bâtiments qui risquent d'être à la traîne s'ils ne remplacent pas leurs systèmes de ventilation ou d'isolation. Est-ce un phénomène que vous observez également ?

Bien sûr. Par exemple, si vous achetez une propriété en Australie et que vous n'avez pas la climatisation, cela va être un gros problème pour trouver des locataires et revendre un jour votre bien avec une plus-value. Encore une fois, je ne vais pas faire le travail d'un architecte ou d'un maître d'œuvre, mais nous allons choisir des entreprises sérieuses et leur donner les moyens pour construire quelque chose qui respecte toutes ces règles. C'est vrai que ces règles sont surtout établies dans le monde des politiciens, car c'est à eux de décider où protéger l'environnement et faire respecter le marché du travail. Mais si nous construisons quelque chose ou si nous créons une entreprise, nous voulons que ces règles soient respectées.

En Suisse, nous avons adopté des législations et des normes de transparence plus strictes dans le secteur financier. Quels sont leurs effets sur votre activité ?

En général, cela représente de nouveaux coûts. Si nous reprenons l'exemple de l'immeuble, respecter toutes ces règles va coûter un peu plus cher. Il est vrai que si vous avez des locataires, les loyers peuvent être beaucoup plus élevés. Donc à mon avis, c'est intéressant pour tout le monde.

Donc la réglementation est une bonne chose ?

Oui. Le gros problème des politiciens et de nombreux gouvernements est qu'ils en ajoutent un peu trop en termes de bureaucratie. Les procédures prennent parfois trop de place, surtout en France, notamment. Donc les entreprises doivent respecter la réglementation, mais celle-ci doit être très intelligente. Car le coût de la bureaucratie est très élevé pour les entreprises. Beaucoup d'entre elles perdent de l'argent, car elles sont forcées d'embaucher et qu'elles suivent des procédures. C'est complètement inutile, mais c'est une obligation. Une fois encore, il s'agit de trouver un équilibre. C'est une question de philosophie.

Les retombées de la pandémie de covid, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise des marchés énergétiques, tous ces facteurs ont intensifié le ralentissement de l'économie et nous risquons désormais une stagflation. Comment pensez-vous que cette situation influencera l'engagement des investisseurs pour des investissements plus responsables et l'assurance d'une reprise verte ?

Je suis très, très pessimiste quant à la situation dans le monde. Par exemple, l'assouplissement quantitatif adopté par les gouverneurs des banques centrales est quelque chose de très dangereux. J'écrivais, il y a quelques années, qu'il était évident que l'inflation allait revenir et que nous n'allions pas rester à ce niveau d'inflation. L'inflation va probablement continuer à augmenter à un niveau de plus de 10% par an. Mais après cela, nous allons avoir quelque chose de beaucoup plus dangereux, à savoir les dévaluations. Si vous regardez le yen japonais, il a perdu 18% de sa valeur par rapport au dollar et à l'euro depuis le 1er janvier. Je suis donc très pessimiste sur ce qui nous attend. C'est ce que je dis tout le temps à mes clients: vous devez investir votre argent dans des avoirs du monde entier.

Revenons-en à la durabilité et au changement climatique, les principaux thèmes de cette discussion. Au vu des autres crises actuelles, quelle est la priorité pour l'investissement ESG ?

D'une certaine manière, je pense qu'il sera peut-être difficile de réunir ces deux choses. Car, comme nous le disions, l'ESG, par exemple, est quelque chose de très intéressant, mais tout cela a un coût. Actuellement, le prix du pétrole monte en flèche. C'est un coût important pour beaucoup de personnes et pour beaucoup d'entreprises. Donc, je pense qu'il est évidemment beaucoup plus facile de prendre soin de la nature et de l'environnement lorsque le PIB est très bon et lorsqu'un pays crée beaucoup de richesses. Dans ces moments-là, il est plutôt facile de se soucier des critères ESG. Mais lorsque vous avez une nouvelle crise internationale qui représente un gros problème pour tant de personnes et pour tant d'entreprises dans le monde, alors, malheureusement, certaines personnes oublient un peu l'environnement. Donc pour moi ces deux choses sont très importantes. L'éthique et la rentabilité doivent aller de pair. Parce que, en même temps, vous ne pouvez pas faire de pertes sur les sociétés et sur les marchés immobiliers, car si cela arrive, ces sociétés disparaissent. Vous devez donc continuer à gagner de l'argent. Le respect de l'éthique dans tout cela est évidemment un très gros problème quand il y a une nouvelle crise internationale. Je le vois en ce moment même avec le prix de l'énergie. Malheureusement, beaucoup de personnes vont se concentrer sur cela avant l'ESG.